

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 31 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EOLE MAXENT

Technoparc de Mazeran
74 rue du lieutenant de Montcabrier
34500 Béziers

Références : UD35/2026-132
Code AIOT : 0005517790

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement EOLE MAXENT implanté LD LA LANDE DE MAXENT 35380 Maxent. L'inspection a été annoncée le 19/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOLE MAXENT
- LD LA LANDE DE MAXENT 35380 Maxent
- Code AIOT : 0005517790
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc est constitué de trois éoliennes d'une puissance totale de 6 MW : il a été mis en service en 2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	1 mois
14	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Caractéristiques techniques	Arrêté Préfectoral du 22/11/2012, article s/o
2	Garanties financières	Code de l'environnement, article L.515-46
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
7	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III. + IV.
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
11	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
13	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
15	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
16	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'avait pas connaissance du rapport d'inspection du 25/11/2025 dans lequel des actions correctives lui étaient demandées sous un délai de 3 mois (évacuation de déchets et entretien de la végétation pour la lisibilité d'un panneau de consigne de sécurité).

Le contact de l'exploitant a été changé. Il est demandé à l'exploitant de réaliser ces actions correctives dans un délai d'un mois. Le reste de l'inspection est jugé conforme. Un rappel est tout de même fait à l'exploitant concernant la fréquence de contrôle des pales fixée à 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2012, article s/o
Thème(s) : Situation administrative, Caractéristiques
Prescription contrôlée : Puissance Modèle Constructeur Exploitant Prestataire en charge de la maintenance Date du début de contrat
Constats : L'exploitant a confirmé les données concernant les caractéristiques du parc : Mise en service : 01/09/2012 3 éoliennes Hauteur nacelle : 95 m Hauteur totale : 140 m Diamètre rotor : 90 m Puissance unitaire : 2 MW Puissance totale : 6 MW Constructeur : VESTAS Modèle : V90-2MW Le prestataire en charge de la maintenance est le turbinier VESTAS depuis la mise en service.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/03/2023, article L.515-46
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent ou, en cas de défaillance, la société mère est responsable de son démantèlement et de la remise en état du site, dès qu'il est mis fin à l'exploitation, quel que soit le motif de la cessation de l'activité. Dès le début de la production, puis au titre des exercices comptables suivants, l'exploitant ou la société propriétaire constitue les garanties financières nécessaires. Le montant de ces garanties financières est réévalué périodiquement, en tenant compte notamment de l'inflation.
Constats : L'exploitant a transmis un nouvel acte de cautionnement à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique que le dernier suivi date de 2022 et qu'il indiquait l'absence d'effet significatif du parc sur les chiroptères. Aucun bridage n'avait été préconisé et il n'y a donc pas de bridage environnemental sur ce parc.</p> <p>Le prochain suivi décennal est prévu en 2032. Toutefois, l'exploitant indique qu'un suivi d'activité est en cours sur l'éolienne E3 dans le cadre du projet de parc Maxent 2.</p> <p><i>> Il est rappelé à l'exploitant que toute mortalité doit être déclarée à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais. Cette information doit comprendre les mesures d'urgence mises en place et les préconisations pour la suite de l'exploitation. De plus, les mortalités d'espèces menacées ou les mortalités massives d'une même espèce protégée sont considérées comme des incidents et doivent être déclarées au titre de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, via la procédure de télédéclaration.</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a présenté des rapports de contrôle des 22/11/2024 et 14/11/2025 pour le poste de livraison. Le rapport 2025 indiquait une observation concernant un éclairage à remplacer. Sur site, le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté de défaut d'éclairage dans le poste de livraison. L'exploitant a également présenté des rapports de contrôle électrique des éoliennes datés du 20/06/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance / formation du personnel
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.
Constats : L'exploitant a présenté une attestation d'habilitation et de formation pour le chargé d'exploitation du parc. Celle-ci comprend les habilitations électriques et travail en hauteur, des formations sur les risques chimiques et la sécurité, ainsi qu'une formation "risques accidentels liés à l'éolien". L'exploitant indique que son contenu comprend la présentation des situations d'urgence et des fiches de gestion des situations d'urgence. Concernant le turbinier, l'exploitant a transmis une attestation de formation des personnes intervenant sur le parc, comprenant une formation prévention des risques accidentels. Cependant, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la formation des personnes intervenant à distance (service conduite).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un mois, des attestations de formation aux risques accidentels pour l'ensemble des personnes susceptibles d'intervenir sur le parc à distance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance / exercices d'entraînement
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant indique que ce parc n'a pas fait l'objet d'exercices d'entraînement en lien avec la maîtrise des risques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit organiser régulièrement des exercices d'entraînement et les consigner dans un registre. Il transmettra à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, un justificatif de réalisation d'un exercice. L'exploitant est également invité à prendre contact avec les services de secours pour organiser un exercice sur ce parc.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance / consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats : L'exploitant a présenté les consignes de sécurité mises à jour le 12/03/2025. Il a également présenté le plan de prévention. Il indique que celui-ci est mis à jour annuellement et diffusés au prestataires susceptibles d'intervenir sur le site. Le jour de l'inspection, dans les éoliennes E1 et E4, il est constaté l'affichage des consignes électriques, des plans d'évacuation et de sauvetage et des consignes d'information aux services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance / registre
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant a présenté un registre numérique commun avec le turbinier en charge de la maintenance. Chaque intervention est consignée, avec la date, les personnes intervenantes et les interventions. Il a par exemple été vu une intervention du 09/03/2025 sur E3. Le registre indique bien l'intervention ainsi que l'intervention à venir (remplacement de pièces). Par ailleurs, l'exploitant dispose d'un tableau de suivi avec les dates des contrôles réglementaires afin de vérifier le respect des fréquences réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III. + IV.
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a présenté une liste des SIS comprenant les éléments obligatoires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance / pâles
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pâles et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant indique qu'il effectue un contrôle des pâles par drone une fois par an, et que le turbinier en charge de la maintenance effectue également un contrôle des pâles lors de la maintenance annuelle. L'exploitant indique que plusieurs personnes ont été formées en interne aux vérifications par drones, qu'ils effectuent donc depuis peu. Il a présenté les derniers rapports de contrôle : 24/02/2026 (exploitant par drone), 09/05/2025 (turbinier), 14/10/2024 (exploitant par drone) et 17/04/2024 (turbinier). L'exploitant n'effectue pas de contrôle de l'intérieur des pâles. Le turbinier l'effectue une fois par an lors de la maintenance annuelle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit veiller à la coordination de ses contrôles et des contrôles du turbinier afin de respecter la fréquence de 6 mois prescrite par l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26								
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit								
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT EXISTANT dans les zones à émergence incluant le bruit de l'installation</th><th>AMBIANTÉMERGENCE ADMISSIBLE LA PÉRIODE réglementée allant de 7 heures à 22 heures</th><th>POURÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures</th></tr> <tr> <td>Sup à 35 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr> </table> <p>En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont exploitées par un même exploitant sur un même site, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.</p>			NIVEAU DE BRUIT EXISTANT dans les zones à émergence incluant le bruit de l'installation	AMBIANTÉMERGENCE ADMISSIBLE LA PÉRIODE réglementée allant de 7 heures à 22 heures	POURÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures	Sup à 35 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
NIVEAU DE BRUIT EXISTANT dans les zones à émergence incluant le bruit de l'installation	AMBIANTÉMERGENCE ADMISSIBLE LA PÉRIODE réglementée allant de 7 heures à 22 heures	POURÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures						
Sup à 35 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)						
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'un bridage acoustique est en place sur le parc. Plusieurs arrêts ont en effet été vus sur le suivi de l'exploitant des arrêts du parc. Le dernier suivi a été réalisé en 2013 suite à la mise en service.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir eu connaissance de plainte. Il indique que le référent du parc est identifié comme contact auprès de la mairie.</p> <p>Des échanges ont par ailleurs eu lieu sur d'autres sujets (dépôt de déchets sur le site).</p>								
Type de suites proposées : Sans suite								

N° 12 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Identification mâts
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : En 2025, il avait été constaté que le panneau situé à proximité de l'éolienne E3 était difficilement lisible car masqué par la végétation. L'inspection avait demandé à ce que l'entretien de la végétation autour de l'éolienne E3 soit réalisé afin que le panneau de consignes soit clairement visible, dans un délai de 3 mois, soit jusqu'au 25/02/2026. En 2026, le jour de l'inspection, il n'est pas constaté de changement. L'exploitant n'a pas connaissance de la demande de fin 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit rendre le panneau de consignes de sécurité de l'éolienne E3 clairement visible, soit en le déplaçant, soit en limitant la végétation. Il transmettra des justificatifs de réalisation dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Le jour de l'inspection, le poste de livraison et les éoliennes E1 et E3 visitées étaient bien fermés à clé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : En 2025, il avait été constaté la présence de déchets issus du bâtiment entreposés sur la plateforme E1. Il avait été demandé à l'exploitation de les évacuer et de libérer l'accès à l'éolienne E1 dans un délai de 3 mois, soit jusqu'au 25/02/2026. En 2026, le jour de l'inspection, il est constaté que les déchets sont toujours présents au pied de l'éolienne E1. L'exploitant indique qu'il n'a pas eu connaissance de la demande de l'inspection, mais qu'il a échangé avec la mairie sur les incivilités sur le parc, principalement les déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Il est demandé à l'exploitant d'évacuer les déchets présents au pied de l'éolienne E1. Il transmettra les justificatifs de réalisation (bordereaux d'évacuations, photos) sous un délai d'un mois. Il est rappelé à l'exploitant que les abords de son installation doivent être maintenus en bon état de propreté, et les accès entretenus, notamment afin de permettre l'intervention des services de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté installation
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Le jour de l'inspection, l'intérieur des éoliennes E1 et E3 sont propres. La nacelle de l'éolienne E3 ayant été visitée, il a pu être constaté son bon état de propreté également.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports de contrôle des extincteurs du poste de livraison (09/10/2025) et des éoliennes (12/03/2026). Sur site, les extincteurs du poste de livraison, du pied de mât des éoliennes E1 et E3 et de la nacelle de l'éolienne E3 ont été vus et présentaient la date de contrôle correspondant aux rapports présentés.
Type de suites proposées : Sans suite